

NOUS PARTONS DU TEXTE « GLOBALISATION ET SOCIETE CIVILE » EN CONSIDERANT LE COOPERATIVISME DANS LE CONTEXTE DE LA CITOYENNETE ACTIVE », D'ARRUDA, M. Y BOFF, L., 2000, « GLOBALISATION - DEFIS SOCIO-ECONOMIQUES, ETHIQUES ET EDUCACTIFS : UNE VISION A PARTIR DU SUD », MAISON D'EDITION VOZES, PETRÓPOLIS.

## PARTIE I - GLOBALISATION ET SOCIETE CIVILE

### Globalisation Compétitive et Développement

Depuis la perspective des puissants, la globalisation est présentée comme un synonyme de modernisation, progrès, avance indiscutable de l'humanité dans le sens de nouvelles frontières de développement. Ceux qui la critiquent sont considérés comme des rétrogrades, des « dinosaures ». Parmi ceux qui critiquent la globalisation, il y en a qui l'interprètent comme une invention perverse des puissants qu'il faut combattre de front comme une illusion ou comme le mal absolu. Nous comprenons la globalisation comme un phénomène complexe : elle existe en tant que potentiel ou vocation inhérente au propre capitalisme, comme le démontra Marx ; elle fut connue sous différents noms, à mesure qu'elle évoluait, comme impérialisme (Hilferding et Lénine, au début du XX<sup>e</sup> siècle), transnationalisation (Richard Barnett et Ronald Muller, depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale), etc. Le fait est qu'elle s'est intensifiée, surtout dans les années 80-90, à cause de divers facteurs, parmi ceux-ci les innovations technologiques dans des domaines comme l'informatique, ou la crise de la dette extérieure des pays de l'hémisphère Sud. Il s'agit principalement de la globalisation du capital, des marchés et de la portée des grands conglomérats transnationaux ; il s'agit d'une intensification

toujours mal régulée des transactions financières, y compris celles à caractère spéculatif; et il s'agit du transfert du pouvoir, aux agences financières multilatérales, de définir le modèle socio-économique et les politiques macro-économiques des Etats de l'hémisphère Sud. En outre, il s'agit de la globalisation de la pensée et du modèle économique néo-classique et néo-conservateur, appelé euphémiquement néo-libéral, en tant que pensée et modèle uniques et absolus. En somme, le seul chemin pour la croissance illimitée de la production et la satisfaction absolue des peuples du monde est l'économie capitaliste « de libre marché » et la démocratie, comprise comme la liberté absolue pour ceux qui détiennent le capital, un système électoral approprié pour garantir la victoire de ses représentants et un système d'information destiné à garantir l'hégémonie de ses idées et convictions. En plus de tout cela, cette même globalisation, tellement puissante, et toute-puissante, compte sur une extraordinaire charge de défis et de contradictions. Nous ne ferons que mentionner le fait que, avant la chute du mur de Berlin, le capitalisme avait un *tête de Turc* sur lequel lancer les fautes pour ses faiblesses et échecs. Maintenant, le capitalisme, en plein processus de globalisation, doit relever le défi de montrer qu'il est capable de fournir les bases du bien-être matériel et du bonheur pour toute l'humanité ; et ce n'est pourtant pas le cas!

En ce qui concerne les contradictions, les plus importantes sont la tendance croissante à la concentration du revenu, de la richesse, de la connaissance et du contrôle technologique et politique sur la nature et sur la société humaine ; l'éclosion de l'activité financière, qui dépassa largement l'activité productive, avec un net caractère spéculatif et inévitablement inflationniste ; et la tendance au totalitarisme de marché qui, en réalité, est la négation du libre marché et de la démocratie authentique.

Ce qui nous intéresse dans ce travail est de souligner le fait que les contradictions de la globalisation du capital sont une source d'affliction, de risque et de

souffrance pour les travailleurs et les travailleuses opprimés du monde entier et, en même temps, qu'elles ouvrent des brèches d'incertitudes qui constituent des opportunités pour que les travailleurs fassent évoluer la lutte pour leur émancipation. Dans d'autres textes, nous analysons potentiellement des cotés positifs de la globalisation, comme il y en a actuellement, et qui pourraient être résumés de la manière suivante :

- la globalisation se fonde sur des systèmes de production d'échelles plus réduites et flexibles, qui ont de plus en plus besoin de connaissances au lieu de travail manuel ;
- des innovations dans l'organisation productive facilitant l'utilisation de la capacité créative des travailleurs, au lieu de les maintenir réduits à des travaux simplement répétitifs ;
- des innovations dans les domaines de l'informatique et de la robotique réduisent la perte de temps et d'énergie humaine dans les travaux relatifs à la production et à la simple survie ;
- des travailleurs mieux informés et formés sont exigés, en opérant de manière flexible et moins monotone, avec un plus grand contrôle et une moindre hiérarchie dans l'espace où ils agissent ;
- une tendance à des systèmes de cogestion et même de copropriété est manifeste ;
- le potentiel de libération du travail humain relatif à l'emploi rémunéré et la valorisation du travail en ce qui concerne des praxis de communication et de créativité, noyau du développement effectivement humain, sont augmentés ;
- les progrès dans le domaine de la télématique génèrent le potentiel de démocratisation de la communication, les relations non seulement marchandes entre personnes, communautés et nations, l'échange

d'expériences, la complémentarité de potentiels et de ressources, la solidarité dans les aspirations et dans les luttes, l'expansion de la Conscience d'Espèce qui unit la diversité sans la sacrifier ;

- en définitive, la globalisation fournit la base matérielle pour que les travailleurs du monde entier puissent s'unir, au lieu de se disperser, dans le but d'obtenir une humanité responsable et solidaire.

Cependant, la globalisation actuelle, du fait d'être centrée sur une concurrence qui ne protège que les groupes économiques possédant le plus grand pouvoir et contrôle du capital et des marchés, comporte des risques et des menaces, non seulement pour les travailleurs, mais aussi pour toute l'humanité, par exemple :

- en réduisant le travail humain à une marchandise, elle étend les chaînes de subordination du travail rémunéré à l'échelle globale ; privés de la propriété et du contrôle sur l'entreprise, les employés n'ont pas le droit de participer aux décisions sur le fait de savoir quoi et comment produire et comment diviser les gains de la productivité ; en outre, ils sont la proie de la vitesse et du caractère non planifié de la restructuration industrielle qui est en train de provoquer le chômage ; les fonctionnaires publics sont également congédiés à mesure que les gouvernements locaux et nationaux se conforment de l'adoption de réformes néo-libérales destinées à promouvoir la globalisation. Le résultat final est le chômage en masse, ouvert et caché, et des emplois marginaux et mal rémunérés dans une économie informelle de plus en plus vaste ; et avec des conditions de travail et de vie de plus en plus précaires, comme résultat des réductions dans les frais publics et des changements de la législation qui éliminent des droits reconnus des travailleurs. Une autre

raison de préoccupation grave est une concentration évidente de plus en plus aiguë du revenu et de la richesse ;

- le concept de développement est réduit, en identifiant la croissance économique et la modernisation et l'efficacité productive au niveau de l'entreprise, prise de manière abstraite et de forme isolée ; en conséquence, l'interaction entre les agents économiques est conçue comme une relation entre des agents isolés qui s'interrelient à partir d'intérêts purement individuels, dans une lutte à vie ou à mort appelée concurrence ;
- un concept et une pratique de développement exogène et centrifuge, « du haut vers le bas » et de « dehors vers dedans » sont répandus pour tout le monde. Les paramètres de ce développement sont les éléments culturels dominants dans les économies hautement industrialisées (valeurs, attitudes, comportements, aspirations et modes de relation), et les acteurs hégémoniques sont les groupes économiques et financiers transnationaux, qui sont majoritairement originaires des pays riches ; cette pratique est aliénante, car elle éloigne les personnes, les peuples et les nations de leurs potentialités les plus profondes ; elle sacrifie la diversité et la souveraineté, et globalise, aux dépens du domaine national, local, ce qui est différent et singulier ;
- les économies nationales, et leurs respectives superstructures politiques, sont subordonnées aux stratégies et aux intérêts des entreprises et des groupes transnationaux, dont la logique est surtout économique et marchande et dont la principale motivation est l'augmentation de leurs gains, de leur productivité et de leur compétitivité, et non pas le développement des peuples, des nations et des régions du monde. Il est très évident que la

compatibilité entre les deux est contradictoire et fréquemment négative, surtout lorsque des peuples et des nations perdent le pouvoir souverain de définir, de diriger et de contrôler leur propre développement ;

- les agents économiques sont obligés de s'approprier virtuellement tous les gains de productivité au détriment des travailleurs et de l'emploi, en concentrant ainsi plus de capital et/ou de pouvoir de décision sur un nombre réduit de personnes et d'entreprises / de groupes économiques, en marquant les marchés nationaux et mondiaux de la tendance au monopole et au cartel. De telles structures promeuvent des relations économiquement excluantes et politiquement totalitaires. Depuis la perspective du développement, cette tendance totalitaire de la globalisation compétitive s'exprime par l'abolition de tout projet de développement ne se centrant pas sur le Marché et sur le capital, et par des parcelles croissantes de pouvoir national de régulation sur des flux commerciaux, des ressources, des inventions et même des investissements. « Confrontés les uns aux autres, les travailleurs, les entrepreneurs et les dirigeants établissent une lutte à mort pour faire prévaloir, au moyen de la subordination ou de l'élimination de l'autre, un certain système de relation, qui se révèle plus concentrateur et plus destructeur lorsqu'il est moins régulé et laissé au goût des intérêts dominants ; »
- le secteur privé en est bénéficié et croît aux dépens de la Société et de l'Etat grâce à cet ensemble de politiques appelées « d'ajustement structurel », qui incluent la privatisation, la dérégularisation et l'ouverture de marchés, la stabilisation et la croissance, le transfert du pouvoir de décision et du débat macro-économique des Etats nationaux aux institutions multilatérales, et la stabilité politique fondée sur le masque du consensus ;

- en globalisant la commercialisation des êtres humains et de la Nature, les formes d'exploration et de domination des deux, ainsi que les menaces de ruptures socio-politiques et environnementales deviennent à leur tour globales ;
- des mesures uniquement compensatoires et correctives des problèmes, des crises et des catastrophes éco-sociales générées par ces politiques sont adoptées, sans rechercher leurs racines.

La grande quantité de programmes gouvernementaux pour soulager le chômage et la marginalisation des travailleurs surgit avec le renfort de l'appareil de contrôle et de répression sociale, qui ne réussit pas à contenir les vagues croissantes de violence urbaine qui apparaissent dans les métropoles de l'Hémisphère Nord et Sud. En résumé, plus la richesse et le pouvoir sont concentrés, plus il existe d'inégalité et plus grand est le potentiel de désordre et de chaos social.

#### Globalisation Coopérative et Auto-développement

En partant de la théorie que le problème n'est pas la globalisation, et depuis le point de vue de la plupart des travailleurs, on déduit qu'une autre globalisation est possible et souhaitable. Se laisser tromper par le fatalisme du discours officiel, prônant la globalisation compétitive comme le seul chemin pour le progrès et la nouvelle modernité et le besoin de s'y adapter et de s'y ajuster, suppose le fait d'accepter la soumission, la subordination et la déshumanisation comme l'unique destin de l'humanité travailleuse. D'autre part, réagir seulement par des mots, des dénonciations et des idées, ne changera ni ne créera rien de nouveau, il faut tracer le chemin pour atteindre cet objectif. Dans le champ historico-social, il faut aussi réagir et agir afin qu'un autre ordre global devienne réalité. Il y aurait deux chemins pour penser à des alternatives à la globalisation compétitive.

Le chemin « de dehors vers dedans » et « du haut vers le bas », qui implique des actions extérieures ou marginales au système de marché oligopoliste et à la démocratie individualiste prédominante ; et le chemin « du bas vers le haut » et « de dedans vers dehors », qui part de la diversité des personnes, des communautés, des peuples, des cultures et des nations, pour construire une globalité enracinée dans la diversité et dans la complémentarité de ses composants. Le premier chemin a été essayé à travers diverses formes d'organisation politique de l'état appelées « socialisme réel », qui étaient bien plus réelles dans le discours que dans la pratique. L'implosion de ces pratiques d'étatisme « socialiste » fournira, entre autres choses, deux leçons importantes : l'une, que la prédominance de l'Etat ne correspond pas forcément ni automatiquement à la création d'un ordre juste ni authentiquement socialiste et démocratique ; l'autre, que le chemin de l'étatisme, bien que le discours sur le projet émancipateur se centre sur les travailleurs, n'arrive pas à générer une alternative viable au capitalisme globalisant et monopolisateur. Il ne réussit pas non plus à générer un développement centré sur l'humain et le social et sur une démocratie dont les sujets sont les propres travailleurs et travailleuses, organisés dans ce niveau, conscients et actifs, qui réussissent, en tant que société civile, à « absorber » la société politique et à créer un nouvel Etat orienté effectivement vers l'intérêt général (Gramsci).

En biologie, le développement est relatif au fait de transformer en réalité actuelle les potentiels inhérents à un organisme. De la même manière, au niveau humain et historique, la référence au développement sont les potentiels cachés dans chaque personne, communauté, peuple, nation et région. Dans la nature, le développement est relatif à la richesse de ces potentiels appelés biodiversité, et nous plaçons leur défense comme condition à la survie de la propre Planète. Cependant, dans l'histoire humaine, nous sommes loin de posséder la même conscience de l'importance de défendre et

d'encourager la noodiversité, comme un principe de Vie et d'Evolution de la propre Espèce Humaine. Ce principe est fondé sur le fait qu'aucun être humain, ni aucune capacité individuelle, se suffit à elle-même et se complète de manière isolée : ce n'est qu'en reconnaissant cette solidarité inhérente à la condition de tous les êtres, en particulier des êtres humains, et en encourageant la complémentarité, la sociabilité et la fraternité, que nous pourrions avancer dans le sens visé, dans l'Evolution de l'Espèce Humaine et de la propre Nature.

Reprenons donc le chemin « du haut vers le bas » et « de dedans vers dehors ». Ce chemin sera-t-il celui qui présente la plus grande viabilité pour ce changement de siècle et de millénaire? S'y cache-t-il un potentiel pour démarrer du propre intérieur de la personne, de la communauté, de l'entreprise, de la nation, la force motrice pour donner de l'élan au développement, conçu non seulement comme la croissance économique mais aussi comme la renaissance de tous les potentiels de l'être individuel et collectif? Penser que chaque personne peut être conçue comme un centre générateur de son propre développement et des collectivités auxquelles elle appartient, et penser que chaque communauté humaine et chaque nation dans cette même perspective nous permettent de nous approcher d'une globalisation différente, construite du bas vers le haut, et répandue en partant d'une autre logique et d'un autre mouvement : elle augmente à partir de la conception organique de noodiversité, en possédant l'efficacité du système organique comme un tout, comme un objectif, en recherchant à maximiser les potentiels de complémentarité, de sociabilité et de fraternité entre les personnes, les communautés, les entreprises en réseaux de relation et d'échange à tous les niveaux. Voici le sens que nous devons donner au terme auto-développement.

Sujets de l'Auto-développement

Les défis du propre développement sont travaillés aux différents niveaux de la réalité humaine :

#### Dimension personnelle -

Il s'agit de développer les potentiels propres à chacun d'entre nous. Chaque personne est un être en construction. Il y a deux vecteurs qui prédominent dans le processus existentiel ; un de nature génétique et héréditaire et un autre de nature culturelle et sociale. La science a centré ces deux processus sur des vérifications et sur des débats encore en cours. Mais, ce qui est certain, c'est que l'être humain est aussi en processus d'Evolution, comme individu et comme espèce. Et par rapport à n'importe quel autre être connu de cette Planète, l'être humain est le seul qui possède des facultés lui permettant de voir, de projeter, d'agir et de transformer consciemment. Mais la personne humaine est un être contradictoire, puisque sa propre unité est faite de diversité. Les différentes dimensions qui nous constituent, le corps et ses parties, l'esprit, la psyché, l'âme, se développent par des voies et des rythmes divers, par des processus qui parfois sont contradictoires et complexes. Le défi est d'éduquer l'être humain de manière à ce qu'il puisse développer de forme autonome et solidaire, et aussi harmonieusement que possible, les différentes dimensions qui constituent son être. De plus, en agissant, en faisant, en construisant, l'être humain se fait et se construit simultanément, en contribuant de cette manière à l'évolution de ses sens matériels et non matériels, de sa connaissance, de son esprit, et aussi, synergiquement, à l'évolution de l'Espèce Humaine comme un tout.

Le défi de l'auto-développement consiste dans le fait que chaque personne, à partir de l'action sur le monde et sur les autres, de l'éducation, de la recherche et de la réflexion sur elle-même et sur ses relations, est construite de plus en plus souvent comme un sujet conscient et actif de son propre développement. S'éduquer devient

assumer la responsabilité de faire évoluer chaque aspect, qualité, attribut, faculté, de la propre personne, en tant qu'être qui n'existe que par ses relations avec les différentes dimensions de lui-même, avec l'autre -- personnes et collectivités -- et avec la Nature. ·

#### Dimension de la communauté -

Une autre dimension de l'individu sont les différentes communautés auxquelles il appartient. L'individu est donc en même temps un tout en lui-même et une partie vivante et active d'un tout plus vaste. Nécessairement, la vision de l'auto-développement de la personne est également appliquée à la communauté humaine, que ce soit la famille, les communautés de travail, de foi, d'activités de loisirs, ou autres. Dans cette dimension surgit le défi de toujours valoriser davantage les potentialités de chaque participant de la communauté -- ce qui signifie cultiver la biodiversité -- vu qu'en même temps il faut construire des unanimités autour d'objectifs, de projets et de stratégies communes d'action et de relation. Dans la recherche d'auto-développement de la communauté il faut donc stimuler autant la renaissance des capacités individuelles que celles provenant de la complémentarité et de la synergie générée par l'esprit et l'action en commun des participants. Le point de départ est la diversité de l'ensemble de talents, de capacités, de compétences constituant la singularité et la créativité de chacun. La méthode est de les mettre en commun, en cherchant à construire des liens solidaires de collaboration à l'intérieur de la communauté, afin de développer le mieux possible les talents, les capacités et les compétences collectives. Le défi de la démocratie et de la participation commence à ce niveau. Il s'agit, comme dans le cas de chaque personne, de développer la communauté afin qu'elle devienne un sujet conscient et actif de son propre développement.

Ici apparaît le thème de la répartition de la propriété et de la gestion des biens communautaires comme essence même de la pratique démocratique. Dans cette

répartition, la « démocratie individualiste » du capitalisme est dépassée, ainsi que les égalitarismes artificiels qui ont prédominé dans de nombreuses expériences de « socialisme ». La clé pour réussir à dresser ce pont entre ce qui est personnel et ce qui est social, entre la diversité et l'unique, est de respecter la subjectivité de l'autre comme l'un voudrait que l'on respecte la sienne. Respect et acceptation de l'autre, compréhension de l'altérité comme prolongement et complémentarité de soi-même (*self*), recherche quotidienne de dépassement de la tension entre le moi et l'autre, tout cela est en étroite relation avec le mot amour. Pour articuler de manière créative diversité et unanimité, pour réaliser la répartition et pratiquer la démocratie, la solidarité, la sociabilité, la cohabitation, la fraternité, etc., la clé est l'amour. L'entreprise et les unités politiques -- le municipale, l'Etat et la Nation -- sont aussi des communautés. Le lien naturel entre les différents niveaux de l'existence humaine est réalisé, en fait, du bas vers le haut, en considérant la personne comme principale unité, non pas comme une personne abstraite et isolée, mais dans son contexte de relations essentiellement humaines. Le travail est le médiateur de ces relations, ainsi que la capacité humaine de transformer, de créer et de communiquer. C'est également le facteur ontologique, car à travers celui-ci nous devenons des êtres de ce monde. Pendant ce temps, la culture dominante, comme elle est centrée sur des relations économiques et commerciales, les réduit à de simples structures dans lesquelles prédominent des relations impersonnelles, ou à l'état de choses, en même temps que les êtres humains qui les composent ne sont vus que sous l'optique des fonctions qu'ils y occupent -- comme main-d'œuvre rémunérée, comme vendeur ou acheteur, ou comme personne qui contribue.

Ainsi, considérer le marché comme une relation sociale entre êtres humains, entre lesquels n'interviennent que l'argent et les produits, considérer l'entreprise et les institutions comme des communautés humaines, transférer l'axe de l'existence humaine

de l'avoir à l'être, identifier et cultiver la capacité de chaque personne et communauté d'être un sujet conscient et actif de son propre développement sont quelques-uns des grands défis reliés à la renaissance de l'humanité dans le millénaire qui s'approche.

Si ces propositions sont correctes, nous pouvons en conclure que le développement pensé et pratiqué « du haut vers le bas », « de dehors vers dedans », n'est pas un développement authentique, mais autre chose. La modernisation expérimentée par le Brésil au cours de cette seconde moitié de siècle suit, en essence, la voie « du haut vers le bas » et « de dehors vers dedans » --le modèle et grande partie de la technologie et des investissements proviennent des pays riches de l'hémisphère Nord. Même le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, qui fut élu sous le drapeau d'un projet « social-démocratique », renonça à avoir un projet de développement national propre au Brésil.

La globalisation compétitive a comme axe idéologique le projet d'adoption du même modèle d'organisation sociale et économique, à travers d'agents économiques identiques -- essentiellement les grands groupes transnationaux -- aux autres pays et régions de la Planète. Il s'agit d'un projet homogénéisateur. S'il y a des diversités, celles-ci arrivent à l'intérieur de ce projet et sont inévitablement déterminées par celui-ci. La réflexion sur le monde d'aujourd'hui nous conduit à la conviction, d'abord, que le problème n'est pas la globalisation, mais cette globalisation et, ensuite, qu'une globalisation ou une autre, à caractère essentiellement coopératif, n'est pas possible mais qu'elle est déjà en gestation à l'intérieur de celui-ci.

Disons que l'économie, qui est une dimension d'activités tournée essentiellement vers les besoins matériels, ou inférieurs, de l'être humain -- fait partie de la Biohistoire de l'humanité. Elle se concentre sur la génération de produits utiles ou commercialisables et d'argent.

Le défi est de commencer, au sein d'un monde dominé par l'économie, une transition vers un monde s'organisant autour des besoins supérieurs de l'être humain qui impliquent la production de connaissances, de beauté, de bien-être, de communication, d'interaction et de développement de ses relations de solidarité avec la Nature et avec tous les êtres, de ses sens d'éthique, d'esthétique et de communion avec chaque être humain et avec l'espèce, et de l'équilibre dynamique entre son côté masculin et féminin. Le masculin est rattaché à l'extériorité, l'action, la conquête ; et le féminin, avec l'intériorité, et le respect de la vie et du mystère du monde.

Le défi est de passer de la Biohistoire à la Noohistoire. C'est visualiser et mettre en marche une stratégie vers la transition, déjà annoncée, de l'ère dans laquelle l'économie est l'activité principale de la plus grande partie des êtres humains -- le règne des besoins -- à l'ère dans laquelle les activités supérieures de l'être humain seront celles qui occuperont la plus grande partie de son temps et de ses énergies -- le règne de la liberté. Liberté d'être et de créer, individuellement et collectivement. Liberté d'être pleinement Moi-Et-Nous en même temps. Moi-Et-Nous.

La décennie des années 90 fut aussi marquée par la chute des régimes d'économie étatisée, appelés « socialistes réels ». Ceux-ci supposèrent une tentative de dépassement de la démocratie individualiste du capitalisme, et eurent des motivations élevées, comme les idéaux de liberté et d'égalité. Mais ils échouèrent, surtout en essayant de rechercher l'individualisme au moyen d'un extrémisme collectiviste. Double erreur. D'un côté, la question n'était pas d'abolir l'individualisme, mais de redécouvrir l'équilibre approprié entre l'individuel et le collectif. D'un autre, le collectivisme adopté par presque tous les pays d'économie étatisée consista en la négation de l'individu, du Moi, et non pas seulement de l'individualisme. Il cessa de voir l'individu dans son contexte historique et social et de le valoriser de manière appropriée. Ainsi, le projet de

socialisme, dont la société serait le centre, a été remplacé par un mode étatiste de centraliser le pouvoir et d'organiser l'économie et la société. Le sujet, pratiquement unique, devint l'Etat et le Parti qui lui donnait corps. La société, comme ensemble de citoyens et de citoyennes, continua à être un jouet de ce pouvoir centralisé. Comme le disent Fray Betto et Leonardo Boff , ce « socialisme » socialisa d'un côté les biens matériels, mais d'un autre privatisa les rêves. Il maintint l'horizon de réalisation humaine dans le plan de l'accumulation de biens matériels, bien que distribués de manière plus égalitaire.

L'échec de ces régimes arriva comme une implosion. Il ne fut pas dû à des coups financés par la CIA ni à des investissements des « forces armées du monde libre »... et peut-être que cet échec est un élément important facilitant la globalisation accélérée de l'économie centrée sur le Capital et sur la concurrence, dans un climat idéologique néo-conservateur.

La principale leçon que nous pouvons tirer à partir de cet essai est que la recherche du dépassement de la condition opprimée et explorée des êtres humains à travers l'occupation de l'Etat est équivoque. Du régime du Moi-sans-Nous de l'individualisme capitaliste, on est passé au régime du Nous-sans-Moi des socialismes étatistes. Et Nous-sans-Moi est devenu une Raison d'Etat qui exclut de plus en plus la Société de l'espace des décisions économiques et politiques, et de la gestion de son propre développement. Le socialisme a perdu son contenu social et il est devenu statique.

La seconde leçon également importante est que l'étatisme conduit à la centralisation extrême des décisions et à une bureaucratie exacerbée. La base idéologique de ce système politique est la conception métaphysique que l'Etat prolétaire est le peuple, et qu'il a donc le droit relatif à la chose publique. Celui qui remet en

question l'Etat est considéré comme un ennemi du peuple et toute aspiration individuelle ou communautaire de liberté doit être subordonnée à la régence absolue de l'Etat, vu que le bien personnel est considéré antagonique au bien commun. Cette pratique et ces conceptions ne se limitèrent pas aux pays socialistes étatistes, et contaminèrent, à leur tour, les partis de gauche et les mouvements sociaux et populaires de tous les pays. Ceux-ci acceptèrent le rôle définitif d'opposition en ce qui concerne la Société Civile, sans se rendre compte que la société a des responsabilités propres qu'elle doit développer dans la lutte pour l'émancipation et qui vont au-delà de la simple opposition ou revendication.

L'idéologie qui prédominait était celle que le rôle de la société organisée était, d'un côté, de revendiquer et de déléguer et, d'un autre, de faire opposition afin de conquérir l'Etat. D'un Etat occupé par les « forces populaires » arriveraient les solutions à tous les aspects de la vie de la société, y compris celui économique et celui financier.

Approfondissons un peu les éléments de la culture qui prédomine au Brésil et qui est présente, dans une mesure plus ou moins grande, dans les autres cultures de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Nous avons été soumis à une culture possédant d'évidentes caractéristiques aliénantes :

colonisatrice et esclavagiste -

Les élites brésiliennes et latino-américaines sont profondément marquées par le passé récent, colonial et esclavagiste. Sur le plan culturel (de valeurs, attitudes, comportements et modes de relation) elles proviennent directement de la noblesse impériale et esclavagiste et des grands propriétaires fonciers qui pendant quatre siècles dominèrent l'économie et la société. La culture du productivisme et du consommisme industriel, avec ses ingrédients de démocratie individualiste et qui à peine l'emporta sur le substrat culturel esclavagiste dominant, se caractérisait surtout pour être une culture :

colonisée et réduite en esclavage -

Les majorités travailleuses ont sur leurs épaules le poids historique de la culture de nos prédécesseurs colonisés et esclaves. Ce fut la culture de la soumission, de l'infériorité, de la négation de la propre identité, de la projection d'eux-mêmes et de leurs aspirations sur la figure du colonisateur et du propriétaire. Les traits culturels du prolétariat, surtout urbain, avec ses idéaux d'émancipation et égalitaires, se sont superposés à ce tissu culturel préindustriel. Alors qu'un siècle ne s'est pas encore écoulé, ils commencent à être reliés à d'autres d'une ère post-marché, ou post-travail rémunéré, qui se prononce de manière accélérée.

revendicative -

Parmi les aspects dominants de cette culture se trouve l'attitude revendicative. Au début de l'industrialisation, les travailleurs luttèrent héroïquement pour le droit de s'organiser de manière autonome afin de revendiquer leurs droits dans la relation de conflit avec le Capital, caractéristique du capitalisme. Le syndicalisme surgit dans un climat de lutte, de souffrance et de conquête. Après être devenu une réalité indiscutable, il fut graduellement encadré des pouvoirs dominants consacrant sa position d'organe de revendication d'emplois, d'améliorations salariales et de meilleures conditions de travail. Toute action allant au-delà de ces paramètres était considérée comme une transgression. Au cours des décades, l'élément revendicatif du syndicalisme constitua un élément de la culture syndicale en vigueur. Et il finit par devenir son aspect dominant ·

déléгатrice -

Associé à l'élément revendicatif de la culture syndicale d'aujourd'hui se trouve le mécanisme de la délégation, caractéristique de la démocratie représentative. Les racines historiques de la culture de la délégation proviennent de plus loin, par exemple lorsqu'on était roi, noble ou archevêque par origine ou par « grâce divine », et que tous

les pouvoirs devaient obéir aux autorités sans les remettre en question, mus par cette autorité morale ou par les armes.

Un noble français, Gambetea, peu avant la Révolution de 1789, remettait en question la noblesse pour sa résistance à adopter le suffrage universel, en argumentant que celui-ci serait idéal, puisqu'il légitimerait le pouvoir dominateur à partir des propres dominés. A partir de là, la culture de la délégation fut profondément implantée dans l'inconscience des masses. Et le syndicalisme n'échappa pas à cette tendance : la politique aux partis et à l'Etat ; l'économie au secteur privé. Aux syndicats, le droit de lutter pour une plus grande part du gâteau et pour de meilleures conditions de travail, et rien de plus. Les signes d'une culture de la démocratie directe, où la responsabilité du propre développement est assumée par le travailleur, par la Société, par la Nation comme un tout et non pas par secteurs privilégiés de celle-ci, sont encore faibles. Ni le Brésil de la démocratie bourgeoise, ni les « socialismes étatistes » remirent en question ses racines et héritages culturels. Mais avec la globalisation compétitive est lancé le défi des travailleurs de dépasser cette culture de soumission, de subordination et d'immobilisation, qui laisse un vaste espace à la manipulation, au clientélisme, à la corruption, et qui ne promeut pas les personnes, les communautés ni les peuples comme les acteurs principaux de son propre développement. Au contraire, elle perpétue la dépendance et la soumission de quelques-uns, et la domination et la toute-puissance d'autres.

A notre avis, une culture du Moi-Et-Nous est en train de naître et a besoin de soins, d'attention et de nutrition appropriée. C'est la culture qui ne prend plus comme sujet éco-social le secteur privé ni l'Etat, mais la Société. Et non pas une Société imaginée comme un agrégat humain amorphe et de massification, ni comme une Société réduite aux « maîtres du Capital », mais une Société constituée par chaque femme, par

chaque homme et par chaque enfant qui y appartiennent, et par l'ensemble des citoyens et de citoyennes. Il s'agit donc d'une Société comprise comme une entité constituée « du bas vers le haut », à partir de la réalité simultanée de la citoyenneté de chaque personne et de la souveraineté de l'ensemble de tous les citoyens. En d'autres mots, une Société dans laquelle chaque être humain est totalement important, et mérite un soin et une attention entières de la part du Tout, afin d'obtenir l'ambiance et les conditions propices au plein développement de ses propres potentiels. Une Société comme convergence d'unanimités construites à partir de la noodiversité, et non pas à ses dépends ; comme pluralité n'excluant pas la singularité, mais qui sert de moteur à la rencontre solidaire et coopérative de la singularité et de la créativité de chacun.

Cette Société serait construite patiemment et de manière persistante à travers une action et une éducation permanentes orientées vers la citoyenneté active, celle qui doit se constituer dans le sujet conscient et actif de son propre développement et de sa propre Histoire. Il nous semble qu'il s'agit là du défi de la survie de la propre Espèce : celui-ci coïncide avec la flèche du temps qui oriente indubitablement la propre évolution de la Nature, dans son étape humanisatrice.

#### Le Chemin Coopératif

Il ne peut pas exister de transformation culturelle et de développement d'une nouvelle subjectivité ne s'appuyant pas sur une transformation dans le mode d'organiser la manière de produire et de reproduire l'existence. Le dépassement de la culture de la revendication et de la délégation n'est pas un travail seulement culturel. Il est essentiellement politique et possède ses fondements dans la dimension économique. Pour les travailleurs et leurs syndicats, il s'agit de remplir quelques-unes des conditions indispensables pour que soit établi un « environnement propice » pour que ceux-ci soient constitués en sujets conscients et actifs de leur propre développement. Il y a trois

instances ou dimensions constituant un projet de transformation capable de générer cette ambiance propice et cette revalorisation du monde du travail :

1. Occuper l'espace économique - ceci implique l'abandon de la posture revendicative et délégitime, et partir vers :

1.1. l'appropriation graduelle des biens de production déjà existants, -- en cherchant à élargir des formes de copropriété et de cogestion des entreprises sur lesquelles elles travaillent --; ceci peut être facilité par des programmes éducatifs des travailleurs incluant des aspects techniques et professionnels reliés à la gestion entrepreneuriale et à des aspects politiques relatifs à la culture de l'autonomie solidaire ; et par la création de fonds syndicaux pour soutenir l'acquisition des entreprises par des travailleurs et leur transformation en entreprises associatives et coopératives ;

1.2. la constitution de nouvelles entreprises coopératives des propres travailleurs, régies et contrôlées par eux-mêmes ;

1.3. développement de concurrence entrepreneuriale et professionnelle pour obtenir que leurs coopératives soient hautement efficaces afin de rivaliser dans le marché capitaliste avec des avantages comparatifs qui font défaut au secteur privé ;

1.4. la construction d'un mouvement coopérativiste d'autogestion, solidaire et populaire, dont la stratégie est de tisser peu à peu les fils de relations coopératives et solidaires non seulement dans le domaine de la consommation mais aussi dans les domaines de production, de commercialisation et des finances, afin de « transformer » l'économie de Capital en une économie coopérative et solidaire ;

1.5. établir un processus solide et permanent d'éducation des travailleurs, afin qu'ils s'approprient de la vision, des connaissances et des instruments aptes à leur propre transformation en travailleurs entrepreneurs autonomes et solidaires, et de leurs entreprises en coopératives, et en même temps, en communautés pleinement humaines.

2. Occuper l'espace politique - Devenir un sujet (en opposition à objet) de son propre développement et de sa propre Histoire est un projet de pouvoir, et la base du pouvoir politique est le pouvoir économique. Le Monde du Travail ne pourra partager le pouvoir politique qu'avec les élites, et il ne pourra atteindre l'hégémonie de ce pouvoir que s'il détient le pouvoir économique. En ce qui concerne le salarié, ceci n'arrivera jamais. Le pouvoir revendicatif des syndicats est directement proportionnel au besoin du capital de la force de travail des travailleurs. A mesure que ce besoin est réduit, dans l'étape actuelle de cette globalisation, toujours plus intensive en capital, les syndicats perdent des adhérents et, proportionnellement, du pouvoir. Le syndicalisme redécouvre ses motivations originales, ou le monde du travail restitue son projet d'émancipation originale, ce qui suppose gagner le contrôle de l'économie pour devenir la principale force politique et culturelle, ou il sera destiné à disparaître complètement avec l'emploi rémunéré, aujourd'hui en extinction graduelle.

La reconstruction nécessaire du mouvement travailleur, syndical et social exige divers mouvements simultanés :

2.1. Inclure dans le travail syndical – d'organisation et éducatif -- non seulement les travailleurs mais aussi leurs familles, en ce qui concerne les communautés humaines et travailleuses.

2.2. Elargir le travail syndical pour inclure les travailleurs qui sont exclus du marché du travail sectoriel.

2.3. Aller au-delà de l'action revendicative, en ce qui concerne l'emploi et le salaire, en introduisant dans l'action syndicale et dans les négociations avec des entreprises et avec le gouvernement, les questions politiques servant de contexte aux revendications, et les questions de politiques macro-économiques qui touchent directement les travailleurs.

2.4. En collaboration avec d'autres forces populaires, établir une stratégie de lutte pour la démocratisation de l'Etat et, simultanément, d'occupation graduelle de l'Etat, afin que l'agent dominant allié au secteur privé, surtout au grand capital, devienne un agent uniquement régulateur, dirigeant et fiscalisateur de l'intérêt commun, subordonné à la supervision et aux décisions de la Société démocratiquement organisée dans tous les domaines.

3. Occuper l'espace informatif, communicatif et culturel – il s'agit d'une dimension essentielle du projet de transformation du monde du travail. L'objectif stratégique est d'établir une autre hégémonie culturelle, différente de celle qu'ont été les élites des différentes époques de l'Histoire, et distincte de celle qu'exercent les agents de la globalisation compétitive. Le défi dans ce domaine est la transformation des valeurs et une édification, théorique et pratique, d'un nouveau paradigme, d'une nouvelle vision du monde permettant de donner un nouveau contenu aux concepts en vigueur et, en même temps, d'inspirer une nouvelle praxis, ce qui implique de nouvelles attitudes, comportements, modes de relation, aspirations et souhaits. Dans le langage du Che, il s'agit de construire de nouvelles femmes, de nouveaux hommes, de nouveaux enfants qui soient les sujets des nouvelles institutions et relations sociales. Dans le langage de Gramsci, il s'agit d'opérer une révolution non seulement politique et socio-économique, mais aussi une révolution intellectuelle et morale. Dans le langage du leader Seattle, de la tribu Dwarnish, il s'agit de redécouvrir que l'être humain et la Terre ne forment qu'un, et d'agir de manière cohérente avec cette idée : « Toutes les choses sont interconnectées comme le sang qui unit une famille. L'être humain n'a pas tissé la toile de la vie. C'est simplement un fil de cette toile. Tout ce qu'il fait sur cette toile, il se le fait sur lui-même.» (1854)

Il s'agit en dernier lieu de neutraliser le pouvoir hégémonique des agents de la globalisation compétitive par l'établissement de moyens de communication alternatifs et d'une éducation adressée au développement intégral des personnes et des communautés humaines, y compris des associations et des coopératives de travailleurs.

3.1. Introduire dans tous les espaces de cohabitation et de sociabilité l'esprit de communauté humaine, c'est-à-dire, de la répartition des biens matériels et non matériels ; de la recherche de construction des consensus à travers le dialogue, le respect et l'acceptation de l'autre ; de partager des projets, des pratiques et des rêves ; de la conscience que tout ce que je fais à autrui, je le fais à moi-même, et que tout ce que nous faisons à l'Humanité et à la Terre, nous le faisons à nous-mêmes.

3.2. Etablir des médias autonomes par rapport aux grands médias contrôlés par le capital. Créer ou développer une variété de langages et de formes d'expression pour traiter la vie des personnes simples, pour souligner la valeur du travail humain, les idées et les modes de vie des personnes qui travaillent. Faciliter des échanges d'expériences entre des personnes et des communautés.

3.3. Maximiser l'utilisation des médias électroniques, pour développer des liens de collaboration avec des travailleurs et des citoyens d'autres parties du pays et du monde, et, surtout, pour que s'épanouisse la conscience d'Espèce, qui dépasse tout égoïsme de groupe ou collectif, tout ethnocentrisme, racisme ou nationalisme étroit.

3.4. Construire une éducation tournée vers le développement intégral de la personne et des communautés humaines, y compris des associations et des coopératives de travailleurs. Une éducation omnilatérale et omnidimensionnelle, orientée vers l'autonomie et, en même temps, vers la solidarité, qui articule l'apprentissage pratique avec le savoir théorique et qui soit à la base de toutes les activités conscientes de chaque personne et collectivité humaine (Arruda et Boff,1995).

Depuis le point de vue des mouvements populaires et syndicaux, ils peuvent constituer trois aspects essentiels d'une stratégie de transformation qui ait comme principale directrice l'occupation d'espaces et le profit des opportunités ouvertes à l'intérieur même du système, centrée sur la concurrence et sur le marché capitaliste. Cette stratégie d'action sur de nombreux fronts exige que nous cessions d'attendre le moment où les travailleurs prendront le pouvoir de l'Etat pour, à partir seulement de ce moment, commencer à construire une économie populaire et une société solidaire. Ce qui est nouveau surgit de l'intérieur de ce qui est ancien, des semences présentes et des opportunités ouvertes par les contradictions qui vivent en son intérieur. Dans les domaines économiques et financiers, les initiatives sont multiples. En plus du système « coopératif traditionnel », qui comprend des coopératives grandes et moyennes opérant dans le marché capitaliste et dans des économies de plans centralisés, sont en marche diverses initiatives centrées sur l'intérêt populaire. Il existe déjà dans les trois continents « en développement » des associations et des banques de micro-crédit qui forment une association internationale. Ces associations permettent à des millions d'entrepreneurs ayant peu de ressources d'accéder au crédit ; des groupes de production, des associations et des coopératives de travailleurs sont en train de se multiplier dans des régions rurales déprimées et aussi dans les mégapoles opprimées par l'explosion de « l'informalisation » et de la tertiairisation du travail ; les employés assument aussi le contrôle d'un nombre croissant d'entreprises. Des organisations de conseil et juridiques s'intéressent de la situation critique de millions de chômeurs dans le monde entier et affrontant le défi d'un développement écologiquement durable. Au-delà du niveau de l'entreprise-coopérative, des réseaux d'échange entre coopératives et intercommunautaires commencent à être constitués, marqués par des relations solidaires et non seulement marchandes et monétaires. Ces réseaux cherchent aussi à créer une

interaction vivante entre des coopératives rurales et urbaines. Les syndicats prennent lentement conscience qu'il est urgent de trouver un nouveau rôle à jouer dans le développement social, et d'établir des ponts de collaboration avec d'autres groupes de citoyens qui développent des formes alternatives de travail et de commerce à l'intérieur du système de marché dominant. Un nombre croissant de syndicats se rend compte du besoin d'investir des énergies également dans le secteur socio-économique et commence à consacrer des ressources et des énergies à l'organisation des chômeurs et à la stimulation de son organisation productive, coopérative et d'autogestion, sans pour autant cesser d'être des travailleurs ni de se distancier de leurs syndicats. Dans le domaine politique et culturel, les organisations de la société civile agissent de manière de plus en plus articulée et efficace pour faire pression sur les centres de pouvoir, autant corporatifs qu'étatiques, dans le sens de changements démocratisateurs.

Les pressions sur les gouvernements nationaux et sur la Banque Mondiale, le FMI et les Banques Régionales de Développement, en exigeant une transparence croissante, des réformes internes, la participation effective dans la société des principaux bénéficiaires, les secteurs pauvres, et des modifications profondes dans la conception et dans la pratique du développement par ces entités, ont produit des résultats évidents.

Autant les entités sociales représentatives que les agences de conseil et juridiques, agissant en réseaux et coalitions de portée nationale, régionale et globale, et en utilisant les médias, sont en train de jouer un rôle important dans la recherche théorique et pratique d'alternatives à la globalisation compétitive et à la citoyenneté passive et soumise qu'elle tend à engendrer. Dans ce contexte, le chemin coopératif présente des avantages substantiels par rapport à tous ceux qui ont déjà été essayés.

Cependant, le chemin coopératif a déjà été essayé et il n'a pas obtenu de plus grand succès. La deuxième partie de ce travail se centre sur les raisons des succès et des échecs du coopérativisme, et propose la voie d'un coopérativisme d'autogestion et solidaire en tant que voie pouvant permettre la construction d'éco-sociétés coopératives et, à plus long terme, d'une globalisation coopérative.

Marcos Arruda